

Autres frais d'exploitation	1 392 792 EUR
	4 088 679 EUR
Résultat	107 800 EUR
L'exercice se clôture par un solde positif de 107 800 EUR.	

4. Droit d'accès et de rectification

Conformément aux dispositions légales, la personne enregistrée est informée d'office et par écrit lorsqu'elle est enregistrée pour la première fois pour un défaut de paiement dans le fichier de la Centrale. Au cours de l'année 2022, 70 640 avis ont été envoyés dans ce contexte.

Toute personne qui en fait la demande, peut obtenir gratuitement un relevé des données enregistrées à son nom. En 2022, ce droit d'accès a été exercé 745 744 fois. Plus de 95 % des demandes sont effectuées en ligne. Les autres demandes ont été introduites par écrit ou directement au guichet du siège de la Banque nationale de Belgique.

En cas de contestation des données enregistrées à son nom, la personne concernée peut faire appel aux services de la Centrale qui contactera le prêteur ayant effectué la communication afin de réexaminer le dossier. Le cas échéant, l'existence d'une contestation est indiquée dans le fichier et communiquée aux prêteurs lors d'une consultation éventuelle.

5. Rapport statistique

Dans le cadre de la problématique du surendettement, diverses institutions et instances demandent régulièrement à la Banque nationale de Belgique des informations de toute nature concernant le nombre et l'évolution des personnes et des contrats enregistrés dans la Centrale. Pour satisfaire à cette demande, la Banque nationale de Belgique publie une série de chiffres—clés et de statistiques qui sont actualisés mensuellement. Elle publie également un rapport statistique annuel. Tous ces documents peuvent être consultés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique (www.nbb.be).

Andere werkingskosten	1 392 792 EUR
	4 088 679 EUR
Resultaat	107 800 EUR
Het boekjaar wordt afgesloten met een overschot van 107 800 EUR.	

4. Inzagerecht en recht op rechtzetting

Overeenkomstig de wettelijke bepalingen wordt de geregistreerde persoon automatisch en schriftelijk verwittigd wanneer hij voor de eerste keer met een betalingsachterstand geregistreerd wordt in de Centrale. In de loop van 2022 werden in die context 70 640 kennisgevingen verstuurd.

Iedereen die erom verzoekt, kan bij de Centrale kosteloos een overzicht krijgen van de gegevens die op zijn naam geregistreerd zijn. In 2022 werd dit inzagerecht 745 744 keer uitgeoefend. Meer dan 95 % van de aanvragen gebeurt online. De overige werden schriftelijk aangevraagd of rechtstreeks aan het loket van de Nationale Bank in Brussel.

In geval van betwisting van de op zijn naam geregistreerde gegevens kan de persoon beroep doen op de diensten van de Centrale, die contact zal opnemen met de kredietgever die de melding gedaan heeft, teneinde het dossier opnieuw te onderzoeken. In voorkomend geval wordt het bestand van een betwisting toegevoegd aan het bestand en meegedeeld aan de kredietgevers naar aanleiding van een eventuele raadpleging.

5. Statistisch verslag

In het kader van de problematiek van de overmatige schuldenlast vragen verschillende instellingen en instanties regelmatig aan de Nationale Bank van België allerhande informatie betreffende het aantal en de evolutie van de in de Centrale geregistreerde personen en contracten. Om aan deze vraag te voldoen, publiceert de Nationale Bank van België een serie kerncijfers en statistieken die maandelijks worden geactualiseerd. Daarnaast publiceert ze tevens een jaarlijks statistisch verslag. Al deze documenten kunnen op de website van de Nationale Bank van België (www.nbb.be) worden geraadpleegd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/41725]

Appel aux candidats pour des mandats d'assesseurs de l'Autorité belge de la concurrence. — Erratum : le nombre maximum de mandats est modifié à 4

Le Ministre de l'Economie,

Vu l'article IV.21. et IV.22. du Code de droit économique, vu l'arrêté royal du 21 mai 2013 fixant le programme et les modalités précises de l'examen d'aptitude professionnelle en vue de la nomination des membres de comité de direction et des assesseurs de l'Autorité belge de la Concurrence, l'article 4, 1°, 2°, 3° et 4°, inséré par l'arrêté royal du 8 juillet 2020,

Décide :

Appel aux candidats pour des mandats d'assesseurs de l'Autorité belge de la Concurrence

1. Introduction

Au maximum 4 mandats d'assesseurs de l'Autorité belge de la Concurrence sont à pourvoir.

2. Contexte de la fonction

L'Autorité belge de la Concurrence (ci-après ABC), instaurée par la loi du 3 avril 2013, est un service public autonome doté de la personnalité juridique qui contribue à la définition et à la mise en œuvre d'une politique de concurrence en Belgique (Livre IV du Code de droit économique).

L'ABC est une autorité administrative indépendante qui contribue à la définition et à la mise en œuvre d'une politique de concurrence en Belgique.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/41725]

Oproep tot kandidaten voor de mandaten van assessoren van de Belgische Mededingingsautoriteit. — Erratum : maximaal aantal mandaten aangepast naar 4

De Minister van Economie,

Gelet op het artikel IV.21. en IV.22. van het wetboek van economisch recht, gelet op het koninklijk besluit van 21 mei 2013 houdende de vaststelling van het programma en de nadere regels van het examen inzake beroepsbekwaamheid met het oog op de benoeming van de leden van het directiecomité en van de assessoren van de Belgische Mededingingsautoriteit, artikel 4, 1°, 2°, 3° en 4°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 juli 2020,

Beslist :

Oproep tot kandidaten voor mandaten van assessoren van de Belgische Mededingingsautoriteit

1. Inleiding

Ten hoogste 4 mandaten van assessoren van de Belgische Mededingingsautoriteit zijn vacant verklaard.

2. Functiecontext

De Belgische Mededingingsautoriteit (hierna BMA), opgericht door de wet van 3 april 2013, is een autonome publieke dienst met rechtspersoonlijkheid die bijdraagt tot het definiëren en toepassen van een mededingingsbeleid in België (Boek IV van het wetboek van economisch recht).

De BMA is een autonoom bestuursorgaan dat bijdraagt tot de vaststelling en uitvoering van het mededingingsbeleid in België.

L'ABC poursuit les pratiques anticoncurrentielles, telles que les cartels et les abus de position dominante, mais aussi les abus de dépendance économique et contrôle les principales opérations de concentration et de fusion. Elle coopère avec les autorités de concurrence des États membres de l'Union européenne et la Commission européenne au sein du réseau européen de la concurrence (REC).

L'ABC est dirigée par un Comité de direction, qui est notamment chargé de la gestion quotidienne de l'institution, de la détermination des priorités en matière de gestion et de l'établissement de lignes directrices concernant l'application des règles de concurrence. Il est composé du président, de l'auditeur général, du directeur des affaires économiques et du directeur des affaires juridiques.

L'ABC est par ailleurs composée d'un service d'instruction (l'Auditorat), dirigé par l'auditeur général, et d'un organe de décision (Collège de la Concurrence).

Les assesseurs siègent au Collège de la Concurrence, le collège décisionnel de l'ABC qui, par affaire, est composé par le président pour prendre les décisions formelles (sauf les décisions qui selon la loi peuvent être prises par l'Auditorat).

Le Collège de la Concurrence est chargé de se prononcer sur les demandes d'autorisation préalable de concentrations et sur les pratiques restrictives de concurrence. Il prend en outre avec le président des décisions de mesures provisoires en matière de prix ou marges, d'évolution anormale du prix ou de problème structurel de marché, constatés dans un rapport de l'Observatoire des prix, conformément aux dispositions du Livre V du Code de droit économique.

3. Les assesseurs et l'assesseur vice-président

3.1 Objectif

Chaque assesseur prend les décisions nécessaires relatives à l'affaire que le président lui a attribuée en vue d'accomplir la mission du Collège de la Concurrence et de garantir l'application de la politique de concurrence en Belgique.

3.2 Finalités

Chaque assesseur assume les tâches et responsabilités suivantes :

- siéger au Collège de la Concurrence, composé du président ou de l'assesseur vice-président (si le président se fait remplacer) et de deux assesseurs désignés sur les listes alphabétiques d'assesseurs. (Cf. 7. Conditions d'affectation). La désignation des assesseurs est effectuée par ordre alphabétique, à tour de rôle compte tenu de la langue de la procédure.

- analyser en détail le dossier d'instruction attribué et prendre les décisions nécessaires en concertation avec les autres membres du Collège de la Concurrence.

- en tant qu'assesseur vice-président, remplacer le président dans son rôle au Collège de la Concurrence en cas de conflits d'intérêts ou d'indisponibilité motivée.

- auditionner l'entreprise ou la fédération d'entreprises concernée, l'auditeur général ou l'auditeur lorsqu'une affaire est portée en appel en ce qui concerne la confidentialité des données. Dans ce cas, l'assesseur ne peut pas siéger dans le Collège de la Concurrence pour l'affaire en question.

Les assesseurs désignés pour siéger dans le Collège de la Concurrence rempliront avec le président ou, le cas échéant, avec l'assesseur vice-président, toutes les missions qui leur sont confiées par la loi, notamment les missions visées au Titre 2, chapitre 1er, section 2 du Livre IV du Code de droit économique et au titre 1^{er} du Livre V.

3.3 Profil de compétences

3.3.1 Compétences spécifiques à la fonction

- connaissances en droit de la concurrence et en politique de la concurrence au niveau belge et européen

De BMA vervolgt mededingingsbeperkende praktijken, zoals kartels en misbruiken van machtspositie, ziet toe op de voornaamste fusies en overnames en beteugelt misbruiken van economische afhankelijkheid. De BMA werkt samen met de mededingingsautoriteiten van de Lidstaten van de Europese Unie en de Europese Commissie binnen het Europees Mededingingsnetwerk (ECN).

De BMA wordt geleid door een Directiecomité dat onder meer verantwoordelijk is voor het dagelijks bestuur van de organisatie, het vaststellen van de beleidsprioriteiten en het opstellen van richtsnoeren met betrekking tot de toepassing van de mededingingsregels. Het is samengesteld uit de voorzitter, de auditeur-generaal, de directeur economische zaken en de directeur juridische zaken.

Daarnaast bestaat de BMA uit een onderzoeksorgaan (het Auditoraat), dat onder leiding staat van de auditeur-generaal, en een beslissingsorgaan (Mededingingscollege).

De assessoren zetelen in het Mededingingscollege, het beslissingscollege van de BMA, dat door de voorzitter samengesteld wordt per zaak voor het nemen van de formele beslissingen (met uitzondering van de beslissingen die volgens de wet door het Auditoraat kunnen worden genomen).

Het Mededingingscollege heeft als opdracht zich uit te spreken over aanvragen tot voorafgaande toelating voor concentraties en over restrictieve mededingingspraktijken. Daarnaast neemt het Mededingingscollege samen met de voorzitter ook de beslissingen tot voorlopige maatregelen inzake prijzen of marges, een abnormale prijsevolutie of een structureel marktprobleem, vastgelegd in een verslag van het Prijzenobservatorium, dit volgens de bepalingen van Boek V van het wetboek van economisch recht.

3. De assessoren en de assessor-ondervoorzitter

3.1 Doel

Elke assessor neemt in de door de voorzitter toegewezen zaak de nodige beslissingen met als doel de opdracht van het Mededingingscollege te realiseren en de toepassing van het mededingingsbeleid in België te garanderen.

3.2 Resultaatgebieden

Elke assessor heeft volgende verantwoordelijkheden en taken:

- zetelen in het Mededingingscollege, dat is samengesteld uit de voorzitter of de assessor-ondervoorzitter (indien de voorzitter zich laat vervangen) en twee assessoren aangewezen op de alfabetische lijsten van assessoren (cfr. 7. Aanstellingsvoorwaarden). De aanwijzing van de assessoren gebeurt in alfabetische orde, bij toerbeurt gelet op de proceduretaal.

- het onderzoeksdossier van de toegewezen zaak grondig analyseren en samen met de andere leden van het Mededingingscollege de nodige beslissingen nemen

- als assessor-ondervoorzitter de voorzitter in zijn rol als voorzitter van het mededingingscollege vervangen in het geval van een belangenconflict of gemotiveerde onbeschikbaarheid

- horen van de betrokken onderneming of ondernemingsvereniging, de auditeur-generaal of de auditeur wanneer in een zaak beroep wordt aangetekend wat betreft de vertrouwelijkheid van gegevens. De assessor mag dan geen zitting hebben in het Mededingingscollege van die zaak.

De assessoren, aangeduid om te zetelen in het Mededingingscollege, zullen samen met de voorzitter of desgevallend met de assessor-ondervoorzitter alle taken vervullen die de wet hen opdraagt, en meer in het bijzonder de taken vermeld in Titel 2, hoofdstuk 1, afdeling 2 van Boek IV van het wetboek van economisch recht en in titel 1 van Boek V.

3.3 Competentieprofiel

3.3.1 Functiegebonden competenties

- kennis van het mededingingsrecht en van het mededingingsbeleid zowel op Europees als op Belgisch vlak

- connaissances en droit économique et en économie
- connaissance fonctionnelle de l'anglais
- connaissance fonctionnelle du néerlandais pour les candidats du rôle linguistique français
- connaissance fonctionnelle du français pour les candidats du rôle linguistique néerlandais

3.3.2 Compétences génériques

- modèle de pensée : esprit d'analyse, capacité d'intégration, conceptualiser, capacité à prendre des décisions réfléchies
- interaction avec l'environnement : collaborer, convaincre et conseiller
- objectifs : sens des responsabilités et réalisation des objectifs.

4. Conditions de participation

Les conditions de participation requises à la date limite d'inscription sont les suivantes :

4.1 Diplôme requis :

- diplôme de base du 2ème cycle (par ex. licencié/master) universitaire ou de l'enseignement supérieur du niveau académique.

4.2 Expérience requise :

- expérience professionnelle pertinente d'au moins 10 ans dans le domaine de la concurrence dans un contexte juridique et/ou économique.

4.3 Atouts :

- être détenteur d'un master ou d'une licence en droit est un atout (art.IV.21., 2°, al.3 du CDE).

5. Introduction de la candidature

Pour solliciter ces mandats, une preuve de l'expérience utile pour l'exercice de la fonction doit être soumise sous forme :

- d'un C.V. détaillé faisant explicitement référence à :
 - o expérience utile (cf. paragraphe 4 'Conditions de participation')
 - o parcours académique éventuel
 - o ouvrages, études, articles, ... éventuels rédigés
- d'une lettre de motivation

que les candidats introduisent par e-mail pour le 05/05/2023 au plus tard à l'attention de :

madame Chloé Campenaire & madame Julie De Visscher du SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie :
 chloe.campenaire@economie.fgov.be et
 julie.devisscher@economie.fgov.be

Les candidats recevront un e-mail confirmant la bonne réception de leur candidature.

6. Règlement d'examen

L'examen d'aptitude professionnelle est défini dans l'arrêté royal du 21 mai 2013 fixant le programme de l'examen d'aptitude professionnelle en vue de la nomination des membres du Comité de direction et des assesseurs de l'Autorité belge de la Concurrence, modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 2020.

L'examen d'aptitude professionnelle comprend deux parties : un screening du C.V. et une épreuve orale.

Le jury est composé d'experts désignés par le ministre de l'Economie. Il est présidé par le Président du Comité de Direction du SPF Economie, qui est assisté par 2 experts en sélection.

6.1 Screening du C.V.

Les candidats sont convoqués à l'épreuve orale s'ils répondent aux conditions de participation spécifiques. Le jury examine les CV reçus, ainsi que les lettres de motivation et accorde à chaque candidat la mention apte ou pas apte à remplir la fonction vacante. Cette partie est

- kennis van het economisch recht en de economie
- functionele kennis van het Engels
- functionele kennis van het Nederlands voor kandidaten van de Franse taalrol
- functionele kennis van het Frans voor kandidaten van de Nederlandse taalrol

3.3.2 Generieke competenties

- manier van denken: analytisch denken, integratievermogen, conceptualiseren en vermogen om weloverwogen beslissingen te nemen
- interactie met de omgeving: samenwerken, overtuigen en adviseren
- doelstellingen: verantwoordelijkheidszin en realiseren van doelstellingen.

4. Deelnemingsvoorwaarden

De deelnemingsvoorwaarden, vereist op de uiterste inschrijvingsdatum, worden als volgt gedefinieerd:

4.1 Vereiste diploma:

- houder zijn van een basisdiploma van de 2e cyclus (vb. licentiaat/master) van universitair onderwijs of van hoger onderwijs op het academisch niveau.

4.2 Ervaringsvereisten :

- een relevante professionele ervaring van minstens 10 jaar in het mededingingsdomein in een juridische en/of economische context.

4.3 Pluspunten :

- een masterdiploma of een licentiaatdiploma in rechten is een pluspunt (art.IV.21., 2°, al.3 WER).

5. Kandidaatstelling

Om zich kandidaat te stellen voor deze mandaten dient men een bewijs van nuttige ervaring voor de uitoefening van de functie voor te leggen in de vorm van :

- een uitgebreid CV met duidelijke verwijzing naar :
 - o nuttige ervaring (cfr. paragraaf 4 'deelnemingsvoorwaarden')
 - o eventueel academisch parcours
 - o eventueel geschreven artikels, boeken, studies, ...
- een motivatiebrief

die de kandidaten uiterlijk 05/05/2023 via e-mail bezorgen aan :

mevrouw Chloé Campenaire & mevrouw Julie De Visscher van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie:
 chloe.campenaire@economie.fgov.be en
 julie.devisscher@economie.fgov.be

De goede ontvangst van de kandidaatstelling wordt via e-mail bevestigd.

6. Selectiereglement

Het bekwaamheidsexamen, bepaald in het Koninklijk besluit van 21 mei 2013 tot vaststelling van het programma van het examen inzake beroepsbekwaamheid, met het oog op de benoeming van de leden van het directiecomité en van de assessoren van de Belgische Mededingingsautoriteit, gewijzigd bij het Koninklijk besluit van 8 juli 2020.

Het bekwaamheidsexamen bestaat uit twee delen: een screening van het C.V. en een mondelinge proef.

De jury bestaat uit experts, aangesteld door de minister van Economie. Ze wordt voorgezeten door de Voorzitter van het Directiecomité van de FOD Economie, die wordt bijgestaan door 2 selectie-experten.

6.1 CV-screening

De kandidaten worden toegelaten tot het diepte-interview indien ze aan de specifieke deelnemingsvoorwaarden voldoen. De jury screent de ingediende CV's en motivatiebrieven en geeft aan elke kandidaat een vermelding van geschikt of niet geschikt ten opzichte van de vacante

éliminatoire : les candidats qui ne remplissent pas les conditions de participation ne sont pas admis à la suite de l'examen d'aptitude professionnelle.

6.2 Epreuve orale

Les candidats retenus après le screening des C.V. seront invités à l'épreuve orale. Ils seront évalués sur base de leur motivation (intérêt pour la fonction, vision du rôle à remplir, vision de la fonction) et des compétences mentionnées dans le profil des compétences de l'assesseur (paragraphe 3.3).

Le jury établira un rapport d'analyse écrit pour chaque candidat concernant la mesure dans laquelle les compétences observées correspondent au profil de compétences préalablement établi et leur accordera la mention apte ou moins apte à remplir la fonction vacante.

7. Conditions d'affectation

Les rapports d'analyse seront soumis pour décision au ministre compétent en charge de l'Economie qui informera le SPF Economie de sa décision pour exécution. Le ministre peut organiser un entretien complémentaire avant de prendre sa décision définitive. Après la décision définitive du ministre, les candidats peuvent recevoir un feed-back de fond sur leur participation à l'examen d'aptitude professionnelle.

À l'issue de cet examen d'aptitude professionnelle, les lauréats seront répartis en deux listes par ordre alphabétique : l'une comptant au maximum deux assessseurs du rôle linguistique néerlandophone, l'autre comptant au maximum deux assessseurs du rôle linguistique francophone, selon la langue du diplôme de master ou de licence. Les diplômes des assessseurs seront mentionnés sur chaque liste.

Les assessseurs sont nommés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un mandat renouvelable de six ans.

Le statut de ces mandats d'assesseurs est réglé par l'arrêté royal du 21 mai 2013 fixant le statut des membres du comité de direction et des assessseurs de l'Autorité belge de la Concurrence.

functie. Dit deel is uitsluitend; wie niet voldoet aan de deelnemingsvoorwaarden kan niet langer deelnemen aan het bekwaamheidsexamen.

6.2 Mondelinge proef

De overgebleven kandidaten na de CV-screening worden uitgenodigd voor een mondelinge proef. Zij worden geëvalueerd op basis van hun motivatie (interesse voor de functie, beeld van de in te vullen rol, visie op de functie) en de competenties vermeld in het competentieprofiel van de assessor (paragraaf 3.3).

De jury maakt per kandidaat een schriftelijk verslag op over de mate waarin de waargenomen competenties en het vooraf bepaalde competentieprofiel op elkaar zijn afgestemd en geeft aan de kandidaat een vermelding van geschikt of minder geschikt ten opzichte van de vacante functie.

7. Aanstellingsvoorwaarden

De analyseverslagen worden voor beslissing voorgelegd aan de bevoegde minister van Economie, die zijn/haar beslissing meedeelt aan de FOD Economie voor uitvoering. De minister kan alvorens zijn/haar definitieve beslissing te nemen een bijkomend interview organiseren. Pas na de definitieve beslissing van de minister, kan inhoudelijke feedback gegeven worden aan de kandidaten over hun deelname aan het bekwaamheidsexamen.

Naar aanleiding van dit bekwaamheidsexamen zullen twee lijsten in alfabetische orde worden opgesteld, met op de ene lijst ten hoogste twee Nederlandstalige assessoren, en op de andere lijst ten hoogste twee Franstalige assessoren, waarbij hun taalrol bepaald wordt op basis van de taal van het masterdiploma of licentiaat. Op elke lijst zal ook van iedere assessor het diploma vermeld worden.

De assessoren worden benoemd door de Koning, na overleg in de Ministerraad, voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar.

Het statuut van deze mandaten van assessoren wordt bepaald door het koninklijk besluit van 21 mei 2013 tot vaststelling van het statuut van de leden van het directiecomité en de assessoren van de Belgische Mededingingsautoriteit.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

SERVICE PUBLIC REGIONAL BRUXELLES FONCTION PUBLIQUE

[2023/202123]

Résultat de la sélection comparative des gestionnaires de dossiers (m/f/x) (niveau A1) francophone pour Perspective.brussels. — Numéro de sélection : REQ261

Ladite sélection a été clôturée le 14/04/2023.

Le nombre de lauréats s'élève à 1. La liste est valable 6 mois.

GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL OPENBAAR AMBT

[2023/202123]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Franstalige Gegevensbeheerders (m/v/x) (niveau A1) voor Perspective.brussels. — Selectienummer: REQ261

Deze selectie werd afgesloten op 14/04/2023.

Er zijn 1 laureaten. De lijst is 6 maand geldig.

SERVICE PUBLIC REGIONAL BRUXELLES FONCTION PUBLIQUE

[2023/202121]

Résultat de la sélection comparative de Collaborateur comptable et budgétaire (m/f/x) (niveau B1) francophone pour talent.brussels. — Numéro de sélection : Req335

Ladite sélection a été clôturée le 14/04/2023.

Le nombre de lauréats s'élève à 2. La liste est valable 6 mois.

GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL OPENBAAR AMBT

[2023/202121]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Franstalige Medewerker boekhouding en begroting (m/v/x) (niveau B) voor talent.brussels. — Selectienummer: Req335

Deze selectie werd afgesloten op 14/04/2023.

Er zijn 2 laureaten. De lijst is 6 maand geldig.